

***Les années 68 :  
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°18

*Séance du 3 juin 1996*

***Les socialistes français : « changer la vie »***

par **Éric DUHAMEL**

*Robert Frank*

Éric Duhamel, maître de conférences à l'université de Paris-X, coordonne avec Gilles Le Béguec une enquête des correspondants de l'IHTP sur « Les Français et la politique dans les années soixante ». Il va nous parler du parti socialiste sur le thème « changer la vie ».

Éric DUHAMEL

« Changer la vie », ce slogan célèbre est le titre donné par les socialistes en 1972 au programme de gouvernement de leur parti. C'est plus particulièrement, la troisième partie de ce programme, qui a donné son titre à l'ensemble. La première partie du programme commun de gouvernement, signé par le parti communiste et le parti socialiste, puis par le Mouvement des républicains de gauche, porte elle aussi ce titre avec une petite modification sur laquelle nous reviendrons : « Vivre mieux, changer la vie ». On peut penser rétrospectivement qu'elle peut apparaître comme une réponse faite par les socialistes au désir de réformer la société exprimé en 1968.

Je vais donc chercher à savoir si les événements de mai 68 et les aspirations plus ou moins diffuses qui s'y sont exprimées ont été pris en compte et en charge, par le nouveau parti socialiste issu du congrès d'Épinay de 1971. Comment le parti socialiste se situe-t-il entre « anciens et nouveaux enjeux » et comment prend-il en compte les contestations, les mutations sociales mais aussi l'avènement de nouveaux objets politiques dans l'espace politique public (comme par exemple l'environnement, la qualité de la vie) ? Je traiterai ce sujet en m'intéressant plus particulièrement à trois personnalités de la gauche non communiste : Pierre Mendès

France, François Mitterrand et Jean-Jacques Servan-Schreiber. La question ici n'est pas de savoir si ce dernier est un homme de gauche mais il se présente en 1968, comme étant proche de Gaston Defferre et de Pierre Mendès France, et parce qu'à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, il lance une OPA sur le vieux parti radical de la place de Valois et contribue ainsi à accélérer la mort politique du parti radical.

En ce qui concerne ces trois personnalités, je me suis posé deux questions : quelle interprétation et signification donnent-elles à mai 68 et quels enseignements en tirent-elles ?

Tout d'abord, mai 68 a été une surprise pour toutes ces personnalités. Pour Pierre Mendès France, plus que pour les autres, cela a été une « divine surprise ». Depuis 1958, il annonce régulièrement le prochain effondrement de la Ve République, il estime que cette république, née dans l'aventure, ne peut en aucune manière survivre à la personne du général de Gaulle et il pense que ces institutions s'écrouleront avant même que le général de Gaulle ait fini son mandat. Ces idées sont défendues par Mendès France dans différents écrits et notamment dans un livre célèbre qui s'intitule *La république moderne*, publié en 1962 qui réalise une synthèse entre la tradition républicaine (nécessité de faire participer les citoyens à la gestion de secteurs qui leur étaient autrefois interdits) et le socialisme, du point de vue de la planification. Lorsque mai 68 survient, il considère que ces événements confirment les analyses qu'il a faites de la Ve République. Pour lui les causes de mai 68 ne sont pas à chercher du côté de la société mais du côté de l'organisation politique. Il développe cet argumentaire dans un ouvrage intitulé : *Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action*, Denoël, 1968 (sorti avant les élections législatives de juin 1968). Ce livre a été fait à partir des discours prononcés par Pierre Mendès France à Grenoble où il était candidat. Il y a dans ce petit livre un chapitre intitulé : « Le sens de la révolte ». Il se propose « d'en discerner les causes et d'en dégager la signification ». Il note qu'il s'agit d'une révolte d'étudiants qui n'est pas isolée à la France. Mais, une chose est spécifique à la France : ces révoltes se sont répandues dans l'ensemble du corps social et elles ont atteint le fonctionnement des institutions officielles et notamment politiques. Pierre Mendès France insiste beaucoup sur le fait que mai 68 a ébranlé le régime politique « parce que l'organisation de la société est mauvaise ». On pouvait alors s'attendre, de la part de Mendès France, à une réflexion sur la société. En fait il n'y en pas car il renvoie tout de suite à l'organisation politique de cette société. Cette société est mauvaise parce que les structures politiques ne sont pas représentatives et il critique pour l'essentiel l'organisation du pouvoir gaulliste, et l'autoritarisme politique (déficit de participation démocratique). Il fait donc une critique d'un pouvoir qui augmente le pouvoir d'achat mais qui se présente comme un régime quasi totalitaire. Son analyse est donc limitée à la politique. Il note, ce qui est plus intéressant pour notre sujet, que les partis de gauche n'ont pas su être les porte-parole de ceux qui ont été les acteurs de mai 68 et il souligne un déficit de réflexion des partis et des syndicats sur la société avant 1968, mais il ne contribue pas véritablement dans ce livre à remplir ce déficit de réflexion. Il propose des choses assez classiques : la

décentralisation pour rapprocher le citoyen des centres de décision, l'abaissement de l'âge électoral pour faire en sorte que les étudiants participent à la vie politique, et la cogestion, sans dire exactement ce qu'il entend par là. La pensée de Pierre Mendès France n'a guère progressé depuis *La république moderne*. On est frappé par son incapacité (mais il n'est pas le seul) à penser 1968.

On trouve une réflexion un peu plus élaborée dans le livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber : *Le réveil de la France. Mai-juin 1968*, Denoël, 1968. Ce livre est très largement une présentation du *Défi américain*, une attestation des thèses présentées dans ce livre en 1967 mais il va plus loin. Il note que mai 68 s'illustre par une dislocation de la notion de tradition et d'autorité et que le problème fondamental qui se pose à la France est celui du pouvoir et de la nécessité de le partager. Non seulement le pouvoir politique mais aussi économique, y compris le pouvoir à l'intérieur des structures traditionnelles de la société, comme par exemple la famille. JJSS insiste sur un caractère de la France dans les années soixante : son infériorité technologique et sa soumission culturelle à l'égard des États-Unis – les Français essayent de les imiter avec quinze ans de retard – et le tropisme qu'auraient les Français pour le modèle de développement américain les empêche de penser une société post-industrielle. Mai 68 c'est le choc entre un ordre social et politique figé avec un changement industriel, technologique, et scientifique, accéléré et sans précédent. Jean-Jacques Servan-Schreiber insiste donc sur l'idée que mai 68 s'explique par le fait que la société française s'est transformée plus lentement que les réalités technologiques et scientifiques et qu'elle a opposé une très grande résistance aux changements. Cette résistance a été l'oeuvre de la coalition des conservatismes et des structures figées sur une autorité lointaine. Il faut que les Français participent davantage au pouvoir par la décentralisation et faire ainsi de la responsabilité l'axe de marche de la démocratie. Il propose une plus grande participation, une plus grande mobilité sociale en essayant d'obtenir un nouveau consensus sur les mentalités. Des trois livres mentionnés, c'est celui qui présente la réflexion la plus élaborée et qui essaye de lier une critique de l'organisation politique à une critique de la société française.

François Mitterrand revient sur mai 68 en 1969 dans *Ma part de vérité* (livre d'entretien avec Alain Duhamel publié chez Fayard en 1969). L'analyse de François Mitterrand est d'une certaine manière beaucoup plus riche que celle de Pierre Mendès France. Mai 68 est, selon lui, l'événement le plus important en France depuis la Seconde Guerre mondiale. Il reconnaît qu'il a été surpris par mai 68 mais ajoute qu'il a été moins surpris que le pouvoir gaulliste et que les événements ont eu pour cause la maladresse du pouvoir gaulliste. Il réduit 68 pour l'essentiel à une crise d'étudiants et note que lui-même avait proposé en 1965 d'augmenter le budget de l'Éducation nationale de 25%, ainsi que l'autonomie des universités et le pré-salaire étudiant. Mais il reconnaît qu'il a existé un décalage important entre les partis et les acteurs de mai 68. Les partis de gauche ont toujours été en retard d'un train en 1968 et ils ont parlé politique universitaire quand il s'agissait de parler de politique générale, de politique générale quand il s'agissait de

parler de crise de société et de crise de société quand il fallait parler de crise de civilisation.

Quelle interprétation donne-t-il de mai 1968 ? Il a le souci de distinguer et de disjoindre les revendications spécifiques des étudiants à l'intérieur des facultés de la crise de société. Il sait bien que le monde politique en 1968 et surtout en 1969, n'a pas pris sur les étudiants. En 1969, François Mitterrand ne s'adresse pas véritablement aux étudiants, il critique surtout l'aveuglement de la gauche qui n'a rien vu venir. On pourrait donc penser qu'il fait son *mea culpa*, or il ne le fait pas véritablement, car il critique les formations partisans, notamment la SFIO qui est devenue le nouveau parti socialiste – ce livre a été publié à un moment où François Mitterrand se trouve dans le creux de la vague après la mise en sommeil puis la disparition de la FGDS – il est donc important pour lui de montrer que les partis politiques de gauche n'ont pas compris 1968. Il se met en position d'extériorité, de marginalité, à la tête de la Convention des institutions républicaines. Intéressant aussi dans ce livre, les propos que François Mitterrand tient sur les étudiants : ils sont à la fois méprisants, condescendants et assez drôles parce qu'il a un grand talent de plume. Il parle de mai 68 et de cette lame de fonds qui a emporté tous les étudiants : « cette lame de fonds, on ne peut dénier à Cohn-Bendit et à ses camarades, le privilège de l'avoir tenue dans leur verre et de l'avoir répandue au point de noyer bon nombre d'idées reçues ». Lorsqu'il fait allusion (p. 90) à la manifestation du 13 mai, il note :

« en tête du cortège, Cohn-Bendit, Sauvageot, Geismar, garçons de moins de trente ans, mimaient leurs anciens du Front populaire, à ceci près que ces derniers savaient l'Internationale au-delà du premier couplet. Il est assez comique, ou triste, selon l'idée qu'on s'en fait, que pour tant de jeunes, affirmer sa personnalité, se libérer de la société des adultes, consiste tout bonnement à les imiter le plus tôt possible ».

Parlant des étudiants qui ont renoncé à passer les épreuves de l'agrégation par idéalisme, il parle de « pitreries » et parlant des discours tenus par les étudiants il parle de « charabias pâteux ». Il note d'autre part que ces étudiants qui avaient pour slogan « élections, piège à cons », n'ont pas pris d'assaut les bureaux de vote et que le 23 juin « nos héros étaient en vacances ». Pour lui, ces étudiants sont en fait des représentants de la haute bourgeoisie qui s'ennuient : « Je ne joindrai pas ma voix cependant, à ceux qui, partant de cette vérité d'évidence, concluent que mai fut une façon pour cette rêveuse bourgeoisie dont parlait Drieu La Rochelle il y a trente-deux ans, de se désennuyer en s'offrant le luxe d'une révolution ». Il ne le dit pas tout en le disant, c'est une formule rhétorique, mais il le dit dans *Mémoires interrompues*. Dans cet ouvrage François Mitterrand écrit sous sa propre plume que mai 68 était « la révolte de jeunes bourgeois contre l'hypocrisie de leurs parents » et que les jeunes leaders étaient « de la graine de notaires ». Lorsque Bennamou lui demande la raison pour laquelle les étudiants l'ont conspué en mai 68, il répond (p. 240) « Finalement le poids de chacun a été pesé à sa juste valeur, l'histoire n'a pas été faite par ceux qui croyaient l'écrire » (il écrit cela fin 1995). Le fait qu'il ait écrit

l'histoire pendant quatorze ans lui donne raison, à ses yeux, quant à son interprétation de mai 68. François Mitterrand critique donc en termes très vifs en 1969 et en 1995 ces étudiants – les gauchistes dans lesquels il englobe sans le citer Pierre Mendès France – et en le citant Michel Rocard (pour des raisons qui ne doivent rien à mai 1968).

Il va cependant un peu plus loin, et dit qu'à côté de la révolte des étudiants, un certain modèle de société se trouvait en question. Il se fait le défenseur de la société de consommation parce qu'il s'inscrit dans une stratégie de conquête de la gauche non communiste et parce qu'il entend fonder un parti ouvrieriste. Mais il la condamne tout de même parce que cette société de consommation fabrique un modèle d'homme conforme à ses produits et non pas un modèle de produits conformes aux femmes et aux hommes. Il a donc une vision que l'on pourrait, pour aller vite, qualifier de marxiste de cette société de consommation en ce sens qu'elle a créé un sujet pour ses objets et qu'il parle d'aliénation de ces Français dans le cadre de cette société de consommation. Les étudiants, dans la mesure où ils font des études et sont plus instruits que la moyenne nationale, l'ont d'une certaine manière compris mais ils n'en ont pas tiré toutes les conséquences. Il s'étonne, notamment de la stratégie d'auto-destruction et parle « d'irresponsabilité » de la part de ces étudiants. Les étudiants auraient dû demander aux forces populaires – c'est-à-dire aux partis et aux syndicats – de les encadrer pour renverser l'ordre existant. Il leur reproche surtout d'avoir gâché les chances de la gauche non-communiste de se rassembler.

La conclusion que François Mitterrand tire de mai 68, c'est que la gauche non-communiste doit récupérer ceux qui sont lassés des « pitreries » pour une entreprise politique collective. Il estime que mai 68 a été un accélérateur de ce rassemblement de la gauche non-communiste parce qu'il a mis un terme aux tentatives de regroupement qui étaient tentées au sein de la FGDS. À très court terme mai 68 a compromis les chances de rassemblement de la gauche, mais à moyen terme, il a facilité ce regroupement. En ce qui concerne les idées – la gauche classique doit-elle opérer un examen de conscience et réviser ses principes, autrement dit tenir compte et prendre en charge un certain nombre de choses défendues en mai 68 – quand Alain Duhamel lui dit (p. 148) : « on a reproché à la gauche de s'enfermer dans ses immortels principes, de n'être pas apte à traiter des problèmes modernes et d'ignorer le langage des générations nouvelles », François Mitterrand répond : « Je ne vois pas ce que vous voulez dire. La droite n'ayant pas de principes ne court pas le risque de les oublier. La gauche a des principes et il est normal qu'elle les invoque, non je ne vois pas ce que vous voulez dire ». Il conclut donc qu'il n'est pas question pour la gauche non-communiste de tenir compte de ce qui s'est passé en mai 1968 pour réviser ses principes, pour se livrer à une réflexion doctrinale ou idéologique, il s'agit simplement d'utiliser la mécanique offerte par mai 1968 pour rassembler cette gauche non-communiste. En ce qui concerne cette tentative de rassemblement des gauches non-communistes, la stratégie mise en place a commandé l'interprétation que François Mitterrand a bien voulu donner de mai

1968. On ne peut pas comprendre l'analyse de François Mitterrand si l'on ne tient pas compte de la stratégie qui est la sienne en 1968, 1969, 1970 et au-delà.

Dans les années 1960 il y a deux stratégies de regroupement des gauches non communistes parallèles : celle de ceux qui tentent de regrouper et de rénover la gauche non-communiste et qui estiment que la rénovation de la gauche est un préalable à son regroupement (autour de Pierre Mendès France, du PSU, de la nouvelle gauche) ; l'autre tendance, celle de François Mitterrand, oeuvre au rassemblement de la gauche non-communiste sans s'intéresser à sa rénovation et ne pose pas le problème des fondements idéologiques et doctrinaux de la gauche socialiste car il sait mieux que quiconque que la gauche achopperait sur ce point. François Mitterrand a très vite compris que vouloir rénover la gauche avant de la rassembler ne pouvait conduire qu'à l'échec. Pour deux raisons : d'une part parce que les gens de gauche ne tomberaient jamais d'accord sur la façon de rénover cette gauche et d'autre part parce que cela compliquerait la relation que toute nouvelle formation politique devrait entretenir avec le parti communiste. Cette analyse est confortée et commandée par le fait qu'entre 1960 et 1962 François Mitterrand est persuadé – contrairement aux autres hommes de gauche – que les institutions de la Ve République sont durables, il est persuadé à partir de 1962, que l'élection du président au suffrage universel direct change non seulement la donne et que ce qui va caractériser désormais la Ve République c'est la présidentialisation du régime avec une bipolarisation et que par conséquent, ce rassemblement de la gauche non-communiste doit se faire à l'intérieur d'un parti politique qui accepte la présidentialisation du régime et sa bipolarisation. Il faut que ce parti soit avant tout un instrument de bataille pour les élections présidentielles, un parti présidentiel. Ainsi la réflexion sur la doctrine ou l'idéologie, passe au second plan. C'est aussi une des raisons pour lesquelles François Mitterrand refuse de penser explicitement mai 1968 en lui-même. La survie de la stratégie est au prix d'une évacuation de mai 68 et de ses séquelles. Penser mai 68 débouchait d'une manière ou d'une autre sur une remise en cause de la stratégie de François Mitterrand. Mai 1968 disloque la stratégie qu'il a mise en place depuis le début des années soixante et il souhaite refermer le plus rapidement possible la parenthèse ouverte en mai 1968 pour retrouver le chemin de la stratégie qu'il a essayé de mettre en place depuis le début des années 1960. Mai 1968 a eu des conséquences dramatiques pour la gauche non-communiste : aux élections législatives de nombreux députés sortants ont été battus (57 élus sur 118 sortants) ; François Mitterrand après avoir déclaré un jour trop tôt que le pouvoir était quasiment vacant, est obligé de démissionner de la FGDS le 7 novembre ; le parti radical refuse de fusionner avec la FGDS au motif qu'il n'est pas question de traiter avec le parti communiste après les événements de Tchécoslovaquie ; la FGDS entre en sommeil et un nouveau parti socialiste est créé en 1969 en dehors de François Mitterrand. Alain Savary quant à lui, dans la plateforme qu'il propose, prend davantage en compte ce qui s'est passé en 1968. Dans le Plan d'action socialiste, il fait allusion à deux reprises à mai 1968 et explique que les socialistes doivent en tenir compte pour faire un effort de rénovation doctrinale dans

la perspective du congrès qui doit définir le programme et qui doit se réunir à la fin de l'année 1969.

François Mitterrand veut donc, pour des raisons tactiques, refermer le plus vite possible la parenthèse de mai 1968 et relancer le processus de construction d'un grand parti socialiste. Cela lui est rendu possible par l'incapacité d'Alain Savary de dialoguer avec les communistes, et par le fait que le nouveau parti socialiste apparaît trop comme une démarque de la SFIO. Il utilise donc la crise de la gauche en 1969 et le réveil des syndicats en 1970 et début 1971 pour créer le parti socialiste en juin 1971 à Épinay. À Épinay, il soumet au vote des congressistes un texte qui définit sa tactique au sujet du parti communiste français : « Le dialogue avec le parti communiste ne doit pas être mené à partir des thèmes imprécis d'un débat idéologique. Il portera sur les problèmes concrets d'un gouvernement ayant mission d'aborder la transformation socialiste de la société ». On ne parle pas d'idéologie avec les communistes parce que ce sont des querelles théologiques, il s'agit de parler de problèmes concrets, c'est-à-dire d'un rapport de force entre la SFIO et le parti communiste. C'est la raison pour laquelle le programme commun de gouvernement ne stipule pas une réflexion doctrinale, idéologique. Le programme de gouvernement du parti socialiste qui est plus complet que le programme commun est lui aussi un programme classique de gestion démocratique du capitalisme. On ne tient pas compte dans ces deux textes des enseignements de mai 1968 qui est seulement réverbéré dans certains passages.

Autrement dit, la création du parti socialiste à Épinay en 1971 et la rédaction du programme de gouvernement du parti socialiste qui porte le joli nom de « Changer la vie » – texte de compromis entre ce que l'on n'appelait pas encore les différentes tendances à l'intérieur du parti socialiste – sont très caractéristiques de ce que Bergounioux et Grunberg dans l'*Utopie socialiste* qui vient d'être publié aux éditions de Fallois, appellent le « retour à l'orthodoxie doctrinale », c'est-à-dire la rupture avec le capitalisme, le refus d'une alliance de troisième force. Ce programme se situe dans le prolongement de l'évolution entamée dans les années soixante, mai 68 a donc été mis entre parenthèses, il n'a servi que d'accélérateur mécanique. Ce retour à l'orthodoxie doctrinale a une triple valeur instrumentale : il doit permettre de dialoguer avec le parti communiste, de ne pas s'engager dans le domaine de la réflexion sur mai 68 qui ne pourrait que conduire à l'affrontement des analyses et par conséquent à l'éclatement du parti socialiste, et surtout de renforcer les processus identitaires. Cet effort de réflexion paraît donc superflu d'autant plus que les socialistes n'ont pas pris en compte les mutations de la société à la fin des années soixante, ni surtout la crise économique qui commence à se profiler. Les socialistes n'ont pas non plus utilisé les concepts critiques fournis par les sciences sociales pour réfléchir sur l'évolution de la société.

Finalement, la prise en compte de mai 68 se trouve tout entière ou presque dans le titre de ce programme de gouvernement. Le contenu reflète une prise en compte pour le moins modeste. Par exemple au sujet de l'école : on insiste beaucoup sur le fait qu'elle est libératrice parce qu'elle apporte l'instruction mais on insiste aussi sur le fait qu'elle reproduit les inégalités sociales. Mais là l'analyse est

classique, elle montre que l'université est avant tout un enjeu de la lutte des classes. Autre exemple, l'autogestion ne suscite pas de véritable réflexion : il est dit dans le préambule du programme de gouvernement que l'autogestion c'est la finalité de la société socialiste, qu'elle doit permettre l'abolition des classes sociales, l'abolition du salariat, mais il est ajouté aussitôt qu'elle comporte de très grands risques et qu'il faut donc réfléchir à ce que l'on entend par là avant de l'appliquer. Dans un premier temps, elle consistera pour les salariés à se voir confier le respect « des règles d'hygiène, de sécurité, de cadence et à intervenir dans les modalités d'embauche et de licenciement ». Autrement dit, nous avons affaire, tant dans ce programme que dans l'autre à un programme de gouvernement qui s'adresse aux travailleurs. Les Français sont considérés comme des travailleurs et non pas véritablement comme des citoyens et à peine comme des individus. Le titre donne à penser qu'il est possible de changer la société en son entier et que les socialistes partagent l'idée selon laquelle il est possible d'étendre à l'infini la notion de pouvoir, qu'elle ne s'applique pas seulement à l'organisation politique mais qu'elle peut s'appliquer à d'autres sphères de l'activité humaine. Mais lorsqu'on lit attentivement ces deux programmes, on constate qu'il n'en est rien.

En revanche, la prise en compte de mai 68 se fait par la greffe opérée à partir de 1974 par la nouvelle gauche. Il y a une pénétration des idées de 68 par capillarité à partir des Assises socialistes de 1974 et à partir du moment où entrent au parti socialiste après 1971 des hommes et femmes plus jeunes qui n'avaient pas d'attaches partisans avant 1968. Jean-François Kesler dans son ouvrage *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste*, écrit p. 383 : « Dans la première étape, le PS a repris l'idéologie du PSU d'avant 68. Dans une deuxième étape au contraire, c'est l'emprise idéologique du second PSU, celui d'après 68 qui l'a emporté avec 1974 et ensuite avec l'arrivée de ceux que François Mitterrand appellera les "sabras" ». C'est vrai pour le 2e terme de la phrase, un peu moins pour le premier terme, dans la mesure où Kesler veut montrer dans son livre que tout ce qui est bien au parti socialiste, le parti socialiste le doit au PSU. Le parti socialiste dans les années 1970 est devenu un grand parti électoral parce qu'il correspondait à la demande d'une société en pleine mutation, il a été une structure d'accueil pour toutes sortes d'hommes et de femmes qui ne voulaient pas aller au parti communiste ou dans des formations centristes ou de droite, mais il a gardé un discours ouvrieriste. Son discours ne s'adressait pas aux classes moyennes, il n'a donc pas pris en compte ce qui s'était passé en mai 1968 pour devenir un parti social-démocrate. Cela a été très dommageable car il n'a pas fait dans les années 1970 l'effort de réflexion doctrinale suffisant pour être en mesure d'affronter l'épreuve du pouvoir à partir de 1981 de façon convenable.

Au terme de cette rapide présentation, il ressort que le PS, à travers ses textes programmatiques et sa stratégie, n'a pas véritablement voulu penser 1968. Il a tout au plus « réverbéré » l'esprit de mai 1968 dont on peut peut-être trouver l'ultime trace dans la manifestation du 10 mai 1981.



## DISCUSSION

*Robert Frank*

Le parcours que vous avez opéré à travers les textes d'hommes politiques comme Pierre Mendès France, JJSS ou François Mitterrand est très fécond. JJSS est tout à fait au coeur des problématiques sur les années 1968 car il est à la fois fasciné par l'Amérique, par l'ordinateur, par toutes les mutations technologiques et économiques, et que d'autre part, il réfléchit sur la société, essaye de renouveler un parti, passe ensuite quelques jours dans un gouvernement sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Son parcours est donc intéressant par rapport aux deux autres dans la mesure où ce n'est pas un professionnel de la politique au départ et qu'en pensant 1968, il finit politiquement, à travers le parti radical qui a choisi l'autre majorité, dans une réflexion qui récupère 1968. Cela nous fait réfléchir sur la logique droite/gauche classique par rapport à mai 68 par le truchement de JJSS. Avant cet exposé je n'avais pas pensé à ces charnières qui pouvaient exister dans la dialectique de la récupération : JJSS est minoritaire, il ne représente que lui, et en même temps il représente quelque chose de profond dans certaines élites françaises. Quant à Pierre Mendès France et François Mitterrand, le second voit davantage la crise de civilisation sans pour autant la prendre en compte dans les années qui suivront.

Je voudrais poser quelques questions précises pour savoir à travers quels mots, quels discours, quelles pratiques, on peut essayer de déceler cette non-prise en compte de 1968, sauf dans le titre « Changer la vie ». Si l'on prend les élections de 1973, puis de 1978, mis à part le contexte de la crise, voit-on une évolution dans les discours ? Les nouveaux acteurs de 68 sont-ils pris en compte dans le langage socialiste ?

Par ailleurs, ce sujet offre-t-il un champ d'étude faisable ?

*Éric Duhamel*

En 1978, Michel Rocard et ses amis reflètent davantage 1968. À partir de 1978, le PS insiste davantage sur le rôle des femmes, l'inégalité entre les hommes et les femmes, l'environnement, la pollution.

À propos de JJSS, il n'a pas une tête politique mais il a parfaitement compris que ce qui était proposé dans le programme de gouvernement du parti socialiste, correspondait à une société qui n'était plus celle de la France. Il le dit d'ailleurs dès 1968, dans *Le réveil de la France*, ce qui explique, au nom d'un certain mondialisme, son adhésion à la candidature de Giscard d'Estaing. Les socialistes eux s'enferment dans un discours ouvriériste et font des propositions qui correspondent à la société industrielle telle qu'elle s'est construite à la fin du XIXe siècle.

L'archéologie du document « Changer la vie » reste à faire. Le problème serait de trouver les archives, car le PS présente cette caractéristique d'avoir des archives très mal tenues. Mais les acteurs sont toujours vivants à l'exception de quelques-uns d'entre eux. Le document de travail a été rédigé par Chevènement et a

été profondément critiqué par tout le monde : Pierre Mauroy, Joxe. Ce texte a été très largement réécrit, et donc c'est un texte de compromis.

*Michelle Zancarini-Fournel*

Quelle a été l'influence, en termes d'adhésions, du programme d'Épinay ?

*Éric Duhamel*

Les adhérents étaient 70 000 en 1970, 107 000 en 1973. Cette crue importante peut s'expliquer par le fait que « Changer la vie » et le programme commun de gouvernement donnent une espérance fabuleuse. Ils seront 150 000 en 1975, 213 000 en 1982 et ensuite il y a une petite décrue.

*Robert Frank*

A-t-on une idée des transferts de militants des mouvements gauchistes – hors la deuxième gauche – vers le PS, à partir de 1972, 1973, 1974 ? Le programme commun a-t-il eu un impact rendant la gauche attractive, non pas positivement, mais négativement, parce qu'il y a un besoin d'unité ? La méthode de prise de pouvoir l'emportant sur le discours et le contenu. Il ne faut pas oublier l'élection présidentielle de 1974 qui a traduit une percée du PS.

*Éric Duhamel*

Je me souviens de Pierre Joxe venu à Nanterre, et qui était persuadé en 1974 que François Mitterrand aurait été élu si les résultats des départements d'outre-mer n'avaient pas été truqués.

*Ludovic Tournès*

Est-ce que les analyses de JJSS se retrouvent dans les analyses du parti radical ?

*Éric Duhamel*

Oui et c'est d'ailleurs ce programme qu'il a imposé au parti radical qui est responsable de l'éclatement du parti radical. Il y a une prise en compte de mai 68, JJSS développe ce qu'il dit dans *Le réveil de la France*. Il élabore ce programme à l'intérieur du parti radical avec un petit comité, sans en référer aux caciques du parti radical, et l'impose lors du congrès qui se tient à Suresnes. Il y aurait aussi des travaux à faire sur l'histoire du parti radical entre 1968 et 1972. Les archives de Gaston Monnerville qui ont été déposées à la Fondation nationale des sciences politiques constituent un matériel très intéressant.

*Bernard Brillant*

Est-ce que ce n'est pas le PC paradoxalement qui prend plus en compte la thématique de 68 (l'UNCAL, l'UNEF, les comités d'action lycéens) ?

*Éric Duhamel*

Vous avez raison et d'ailleurs, les socialistes se fondant sur cette analyse, estiment que le parti communiste est entrain de changer et que par conséquent, il est possible de signer un programme commun de gouvernement avec lui. Mais cela a été provisoire pour le parti communiste.